



**PRÉFÈTE  
DE LA LOZÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
N° PREF-BCPPAT-2020-336-001 DU 1<sup>ER</sup> DECEMBRE 2020  
PORTANT SUR L'ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES  
CONCERNANT LE PARC ÉOLIEN « LES TAILLADES SUD »  
SUR LES COMMUNES DE CHEYLARD L'ÈVEQUE, MONT LOZÈRE ET GOULET  
ET LA BASTIDE PUYLAURENT**

**SOCIÉTÉ PARC EOLIEN DES TAILLADES SUD  
COEUR DEFENSE TOUR B – 100 ESPLANADE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
92932 PARIS LA DEFENSE CEDEX**

La préfète de la Lozère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1 et L.171-8 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014 modifiant l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution de garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2015 079-0011 du 20 mars 2015 portant autorisation d'exploiter ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREFBCPPAT 2018-344-0009 du 10 décembre 2018 à l'arrêté préfectoral n°2015 079-0011 du 20 mars 2015 ;

**VU** le rapport d'inspection du 28 mai 2020 ;

**VU** l'acte de cautionnement daté du 10 décembre 2019 pour un montant de 450 000 euros présenté lors de cette inspection ;

**VU** le courrier du 3 novembre 2020 et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L.171-8 ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 19 novembre 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en service du parc éolien nécessite la mise en œuvre d'un acte de cautionnement en application des dispositions de l'arrêté du 22 juin 2020 précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2015 079-0011 du 20 mars 2015 réactualise le montant des garanties financières au montant de 474 022 € avec l'index du mois d'août 2014 ;

**CONSIDÉRANT** que le montant des garanties financières est réactualisé tous les 5 ans sur la base de l'actualisation de l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°PREFBCPPAT 2018-344-0009 du 10 décembre 2018 rappelle la nécessité d'actualiser le montant des garanties financières à la date de mise en service du parc ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a déclaré au cours de l'inspection réalisée le 7 mai 2020 que le parc éolien a été mis en service le 19 décembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a présenté un acte de cautionnement pour un montant de 450 000 € daté du 10 décembre 2019 non réactualisé selon les dispositions prévues à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2015 079-0011 du 20 mars 2015, visé en préambule de l'acte ;

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

La société Parc Eolien des Taillades Sud dont le siège social se situe 100 Esplanade du Général de Gaulle - Coeur Défense – Tour B- 92932 PARIS La Défense Cedex pour l'exploitation du parc éolien « Les taillades Sud » situé sur les communes de Cheylard l'Evêque, Mont Lozère et Goulet et La Bastide Puylaurent est mise en demeure de constituer sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un acte de cautionnement des garanties financières de 485 172 €, valeur actualisée selon les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2015 079-0011 du 20 mars 2015.

Le calcul de garanties financières est réactualisé tous les 5 ans selon la formule de calcul suivante :

$$M (\text{année } n) = Y \times 50\,000 \text{ €} \times (\text{Index } n / \text{Index } 0 \times (1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA}_0))$$

avec :

Y = nombre d'éoliennes = 9

Index n = 109,8, valeur de l'indice TP01 en vigueur au mois de juillet 2020

Index 0 = 102,1807 valeur de l'indice TP 01 au 1<sup>er</sup> janvier 2011

1+TVA 2020 = 1,2

1+TVA0= 1,196

## ARTICLE 2 : Pénalités

Passé le délai fixé à l'article 1, et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, les sanctions prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement pourront être appliquées.

## ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

## ARTICLE 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est affiché en mairies des communes de Chaylard l'Evêque, Mont Lozère et Goulet (commune déléguée Chasseradès) et La Bastide Puylaurent dans les conditions prévues au 2e de l'article R.181-44 du code de l'environnement et publié sur le site internet des services de l'Etat du département de la Lozère, pendant une durée minimale de deux mois.

## ARTICLE 5 : Exécution

La Préfète de la Lozère,  
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
les Maires des communes de Chaylard l'Evêque, Mont Lozère et Goulet (commune déléguée Chasseradès) et La Bastide Puylaurent

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'au pétitionnaire.

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général



Thomas ODINOT

